

« Art. 11. Au concours pour la promotion par accession au niveau supérieur dans le grade de garde des voies navigables, responsable des ouvrages d'art, seuls peuvent participer les agents qui sont titulaires d'un des grades ci-après :

- chef éclusier (rang 44);
- agent en chef des voies navigables (rang 44);
- premier agent des voies navigables (rang 43);
- agent des voies navigables (rang 42). »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 février 1983.

L. OLIVIER

« Art. 11. Tot het vergelijkend examen voor bevordering door overgang naar het hoger niveau in de betrekking van wachter der waterwegen, verantwoordelijk voor de kunstwerken, worden alleen toegelaten de personeelsleden die titularis zijn van één van de hierna vermelde graden :

- hoofdluiswachter (rang 44);
- hoofdagent der waterwegen (rang 44);
- eerste agent der waterwegen (rang 43);
- agent der waterwegen (rang 42). »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de eerste maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 25 februari 1983.

L. OLIVIER

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### REGION WALLONNE

F. 83 — 448

27 JANVIER 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les traitements des bourgmestres et échevins

L'Exécutif régional wallon.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 7;

Vu la loi communale du 30 mars 1836, notamment l'article 103, modifié par la loi du 30 mars 1976;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres membres de l'Exécutif, modifié par l'arrêté du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que l'arrêté royal du 31 décembre 1982, modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1976 fixant les traitements des bourgmestres et des échevins, aboutit à augmenter considérablement à partir du 1er janvier 1983 les traitements des bourgmestres et échevins des communes de moins de 10.001 habitants;

Considérant, qu'en égard à la situation financière de la plupart des communes de la Région wallonne, il importe d'éviter aux collectivités locales toute dépense ne répondant pas à une nécessité impérieuse;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Traitements en régime organique

Article 1er. Le traitement annuel des bourgmestres est fixé en fonction de la population de la commune, déterminée conformément à la loi du 30 mars 1976 modifiant l'article 103 de la loi communale, en appliquant les coefficients suivants à l'échelon maximal de l'échelle de traitements attachée au grade de rédacteur dans les ministères :

- 1° communes de 2 000 habitants et moins : 165,34 millièmes;
- 2° communes de 2 001 à 5 000 habitants : 165,34 millièmes + 4,32 millièmes pour chacune des six premières tranches de 100 habitants, 5,11 millièmes pour chacune des dix tranches suivantes de 110 habitants et 5,75 millièmes pour chacune des dix dernières tranches de 130 habitants;

3° communes de 5 001 à 10 000 habitants : 301 millièmes + 7,34 millièmes pour chacune des vingt-cinq tranches de 200 habitants;

4° communes de 10 001 à 50 000 habitants : 483 millièmes + 11,63 millièmes pour chacune des cent tranches de 400 habitants;

5° communes de 50 001 à 65 000 habitants : 1 655 millièmes;

6° communes de 65 001 à 80 000 habitants : 1 915 millièmes;

7° communes de 80 001 à 130 000 habitants : 2 175 millièmes;

8° communes de plus de 130 000 habitants : 3 340 millièmes.

Art. 2. Le traitement annuel des échevins est fixé à 60 p.c. ou 75 p.c. de celui des bourgmestres, selon que la population de la commune, déterminée conformément à la loi du 30 mars 1976 modifiant l'article 103 de la loi communale, est inférieure à 5 001 habitants ou supérieure à 50 000 habitants.

Art. 3. § 1er. Les traitements résultant de l'application des articles 1er et 2, sont augmentés :

1° de 10 p.c. dans les communes chefs-lieux de canton ou faisant partie des agglomérations, carolorégienne ou liégeoise,

2° de 15 p.c. dans les communes chefs-lieux d'arrondissement;

3° de 30 p.c. dans les communes chefs-lieux de province.

Pour l'application de l'alinéa premier, la composition des agglomérations est celle que prévoit la réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères.

§ 2. Les augmentations prévues au § 1er ne sont pas applicables aux traitements des bourgmestres et échevins :

1° des communes de plus de 130 000 habitants;

2° des communes reclassées en application de l'article 130 de la loi communale.

Toutefois, dans ce dernier cas, le régime le plus favorable est appliqué lorsque les traitements calculés en fonction de la population fictive de ces communes sont inférieurs à ceux qui devraient être accordés si la commune n'avait pas été reclassée.

#### CHAPITRE II. — Traitements en régime transitoire

Art. 4. Les traitements des bourgmestres et des échevins en fonction au 1er juin 1976 dans une commune reclassée en vertu de l'article 130 de la loi communale et exerçant immédiatement après la fusion de leur commune un de ces mandats dans l'entité issue de cette fusion, continuent à être fixés en tenant exclusivement compte de la population correspondant à la moyenne arithmétique de la catégorie correspondant à l'ancien reclassement, aussi

longtemps que ce mode de calcul leur assure un traitement supérieur à celui qui découle de l'application des articles 1er à 3 du présent arrêté.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 4, les bourgmestres et les échevins en fonction au 1er juin 1976 bénéficient, s'il y échet, du traitement qui leur est accordé ou qui pouvait leur être accordé immédiatement avant cette date, aussi longtemps qu'il reste supérieur au traitement résultant de l'application des articles 1er à 3.

#### CHAPITRE III. — Modalités de paiement des traitements

Art. 6. § 1er. Le traitement est payé mensuellement, par anticipation pour les bourgmestres nommés par le Roi et pour les échevins élus par le conseil communal et à terme échu pour les bourgmestres et les échevins remplaçant les titulaires de cette charge.

Lorsque le traitement du mois n'est pas dû en entier, il est fractionné en trentièmes.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le traitement de tout mois commencé est dû en entier en cas de décès.

§ 2. Dans toutes les opérations, relatives à la liquidation et au paiement des traitements, il est fait abstraction des fractions de franc.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1983 pour les communes de la Région wallonne non dotées d'un régime linguistique spécial et remplace, pour ces communes, l'arrêté du 2 septembre 1976.

Art. 8. Le Ministre de la Région wallonne chargé de la Tutelle et des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 janvier 1983.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,  
chargé de l'Economie.

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne,  
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures.

A. DAMSEAUX

#### ÜBERSETZUNG

#### WALLONISCHE REGION

### 27. JANUAR 1983. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Gehälter der Bürgermeister und Schöffen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Gemeindeggesetzes vom 30. März 1836, insbesondere des durch das Gesetz vom 30. März 1976 abgeänderten Artikels 103;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des durch den Erlass vom 17. November 1982 abgeänderten Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch Artikel 18 des ordentlichen Gesetzes vom 9 August 1980 zur Reform der Institutionen abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 31. Dezember 1982 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. September 1976 zur Festlegung der Gehälter der Bürgermeister und Schöffen ab dem 1. Januar 1983 zu einer beträchtlichen Erhöhung der Gehälter der Bürgermeister und Schöffen der Gemeinden von unter 10 001 Einwohnern führt;

In der Erwägung, dass es aufgrund der finanziellen Lage der meisten Gemeinden der Wallonischen Region wichtig ist, der kommunalen Einwohnerschaft jede Ausgabe, die nicht einer zwingenden Notwendigkeit entspricht, zu ersparen;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers, der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

#### KAPITEL I. — Gehälter in der Grundregelung

Artikel 1. Das Jahresgehalt der Bürgermeister wird aufgrund der gemäss dem Gesetz vom 30. März 1976 zur Abänderung des Artikels 103 des Gemeindeggesetzes bestimmten Bevölkerungszahl der Gemeinde festgelegt, wobei die nachstehenden Koeffizienten auf die höchste Gehaltsstufe eines Sachbearbeiters in den Ministerien angewandt werden :

1° für die Gemeinden von 2 000 oder weniger Einwohnern : 165,34 Tausendstel;

2° für die Gemeinden von 2 001 bis 5 000 Einwohnern : 165,34 Tausendstel, erhöht um 4,32 Tausendstel für jede der sechs ersten Gruppen von 100 Einwohnern, um 5,11 Tausendstel für jede der zehn folgenden Gruppen von 110 Einwohnern und 5,75 Tausendstel für jede der zehn letzten Gruppen von 130 Einwohnern;

3° für die Gemeinden von 5 001 bis 10 000 Einwohnern : 301 Tausendstel, erhöht um 7,34 Tausendstel für jede der fünf und zwanzig Gruppen von 200 Einwohnern;

4° für die Gemeinden von 10 001 bis 50 000 Einwohnern : 483 Tausendstel, erhöht um 11,63 Tausendstel für jede der hundert Gruppen von 400 Einwohnern;

5° für die Gemeinden von 50 001 bis 65 000 Einwohnern : 1 655 Tausendstel;

6° für die Gemeinden von 65 001 bis 80 000 Einwohnern : 1 915 Tausendstel;

7° für die Gemeinden von 80 001 bis 130 000 Einwohnern : 2 175 Tausendstel;

8° für die Gemeinden von mehr als 130 000 Einwohnern : 3 340 Tausendstel.

Art. 2. Das Jahresgehalt der Schöffen ist auf 60 % oder auf 75 % des Gehaltes der Bürgermeister festgesetzt, je nachdem ob die gemäss dem Gesetz vom 30. März 1976 zur Abänderung des Artikels 103 des Gemeindegesetzes bestimmte Bevölkerungszahl der Gemeinde unter 50 001 Einwohnern oder über 50 000 Einwohner liegt.

Art. 3. § 1. Die Gehälter, die sich aus der Anwendung der Artikel 1 und 2 ergeben, werden erhöht, und zwar :

1° um 10 % in den Gemeinden, die Hauptort eines Kantons sind oder zu den Agglomerationen Charleroi oder Lüttich gehören;

2° um 15 % in den Gemeinden, die Hauptort eines Bezirks sind;

3° um 30 % in den Gemeinden, die Hauptort einer Provinz sind.

Was die Anwendung von Absatz eins betrifft, so setzen sich die Agglomerationen so zusammen, wie es die allgemeine Regelung über jegliche Entschädigungen und Beihilfen, die dem Personal der Ministerien gewährt werden, vorsieht.

§ 2. Die in §. 1 vorgesehenen Erhöhungen sind nicht auf die Gehälter der Bürgermeister und Schöffen folgender Gemeinden anwendbar :

1° die Gemeinden von mehr als 130 000 Einwohnern;

2° die in Anwendung von Artikel 130 des Gemeindegesetzes neueingestufteten Gemeinden.

In diesem letzten Fall wird jedoch die vorteilhafteste Regelung angewandt, wenn die aufgrund der fiktiven Bevölkerungszahl dieser Gemeinden errechneten Gehälter unter denjenigen liegen, die gewährt werden müssten, wenn die Gemeinden nicht neueingestuft worden wären.

#### KAPITEL II. — Gehälter in der Übergangsregelung

Art. 4. Die Gehälter der Bürgermeister und der Schöffen, die am 1. Juni 1976 in einer aufgrund von Artikel 130 des Gemeindegesetzes neueingestufteten Gemeinde im Amt waren und sofort nach der Fusion ihrer Gemeinde in der aus dieser Fusion

entstandenen Grossgemeinde eines dieser Mandate ausübten, Bevölkerungszahl festgesetzt, die dem der früheren Neueinstufung entsprechenden arithmetischen Durchschnitt entspricht, und zwar solange dieses Berechnungsverfahren ihnen ein Gehalt gewährt, das über demjenigen liegt, das sich aus der Anwendung der Artikel 1 bis 3 des vorliegenden Erlasses ergibt.

Art. 5. Unbeschadet von Artikel 4 erhalten die am 1. Juni 1976 amtierenden Bürgermeister und Schöffen gegebenenfalls das Gehalt, das ihnen unmittelbar vor diesem Datum gewährt wurde oder gewährt werden konnte, und zwar solange es über dem Gehalt liegt, das sich aus der Anwendung der Artikel 1 bis 3 ergibt.

#### KAPITEL III. — Modalitäten der Gehaltszahlung

Art. 6. § 1. Das Gehalt wird monatlich gezahlt, und zwar durch Vorauszahlung für die vom König ernannten Bürgermeister und für die durch den Gemeinderat gewählten Schöffen und nachträglich für die Bürgermeister und die Schöffen, die die Träger dieses Amtes ersetzen.

Wenn das Monatsgehalt nicht ganz zahlbar ist, wird es in Dreissigstel eingeteilt.

In Abweichung des vorangehenden Absatzes ist das Gehalt eines jeden angebrochenen Monats im Todesfall ganz zahlbar.

§ 2. Für die Auszahlung der Gehälter werden bei allen Geschäftsvorgängen die Frankenbruchteile nicht berücksichtigt.

#### KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen

Art. 7. Vorliegender Erlass gilt ab dem 1. Januar 1983 für die Gemeinden der Wallonischen Region ohne besondere Sprachregelung und ersetzt für diese Gemeinden den Erlass vom 2. September 1976.

Art. 8. Der Minister, der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen beauftragt ist, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 27. Januar 1983.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,  
der mit der Wirtschaftspolitik beauftragt ist.

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region,  
der mit der Aufsicht und den Auswärtigen Beziehungen  
beauftragt ist.

A. DAMSEAUX

—  
VERTALING

—  
WAALSE GEWEST

N. 83 — 443

27 JANUARI 1983. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de wedden van de burgemeesters en de schepenen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de gemeentewet van 30 maart 1836, inzonderheid op artikel 103, gewijzigd door de wet van 30 maart 1976;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve, gewijzigd door het besluit van 17 november 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 31 december 1982, tot wijziging van het koninklijk van 2 september 1976 tot vaststelling van de wedden van de burgemeester en de schepenen tot gevolg heeft dat de wedden van de burgemeesters en schepenen van de gemeenten met minder dan 10 001 inwoners aanzienlijk worden verhoogd met ingang van 1 januari 1983;

Overwegende dat het wegens de financiële toestand aan het merendeel der gemeenten van het Waalse Gewest geboden is aan de lokale collectiviteiten elke uitgave, welke niet aan een overwegende noodzaak beantwoordt, te besparen;

Gelet op de dringende noodzaak;

Op de voordracht van de Minister belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Wedden in organieke regeling*

Artikel 1. De jaarwedde van de burgemeesters wordt vastgesteld met inachtneming van de bevolking van de gemeente, bepaald overeenkomstig de wet van 30 maart 1976 tot wijziging van artikel 103 van de gemeentewet, door toepassing van de volgende coëfficiënten op het hoogste bedrag uit de weddeschaal voor de graad van opsteller in de ministeries :

1° de gemeenten met 2 000 inwoners en minder : 165,34 duizendsten;

2° gemeenten met 2 001 tot 5 000 inwoners : 165,34 duizendsten + 4,32 duizendsten voor elk van de zes eerste gedeelten van 100 inwoners, 5,11 duizendsten voor elk van de volgende tien gedeelten van 110 inwoners en 5,75 duizendsten voor elk van de laatste tien gedeelten van 130 inwoners;

3° gemeenten met 5 001 tot 10 000 inwoners : 301 duizendsten + 7,34 duizendsten voor elk van de vijftiengedeelten van 200 inwoners;

4° gemeenten met 10 001 tot 50 000 inwoners : 483 duizendsten + 11,63 duizendsten voor elk van de honderd gedeelten van 400 inwoners;

5° gemeenten met 50 001 tot 65 000 inwoners : 1 665 duizendsten;

6° gemeenten met 65 001 tot 80 000 inwoners : 1 915 duizendsten;

7° gemeenten met 80 001 tot 130 000 inwoners : 2 175 duizendsten;

8° gemeenten met meer dan 130 000 inwoners : 3 340 duizendsten.

Art. 2. De jaarwedde van de schepenen wordt vastgesteld op 60 pct. of op 75 pct. van die van de burgemeesters, naargelang de bevolking van de gemeente, bepaald overeenkomstig de wet van 30 maart 1976 tot wijziging van artikel 103 van de gemeentewet, lager dan 50 001 inwoners of hoger dan 50 000 inwoners is.

Art. 3. § 1. De wedden die voortspruiten uit de toepassing van de artikelen 1 en 2 worden vermeerderd :

1° met 10 pct. in de gemeenten die kantonhoofdplaats zijn of behorende tot de Charleroise of Luikse agglomeratie;

2° met 15 pct. in de gemeenten die arrondissementshoofdplaats zijn;

3° met 30 pct. in de gemeenten die provinciehoofdplaats zijn.

Voor de toepassing van het eerste lid is de samenstelling van de agglomeraties die welke bepaald wordt door het algemeen reglement inzake allerlei vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel van de ministeries.

§ 2. De in § 1 bedoelde vermeerderingen zijn niet van toepassing op de wedden van de burgemeesters en schepenen van :

1° de gemeenten met meer dan 130 000 inwoners;

2° de gemeenten welke bij toepassing van artikel 130 van de gemeentewet, bij een hogere klasse zijn ingedeeld.

In dat laatste geval evenwel wordt de voordeligste regeling toegepast als de wedden, iberekend op grond van de fictieve bevolking van die gemeenten, lager zijn dan die welke zouden moeten worden toegekend indien de gemeente niet bij een hogere klasse was ingedeeld

#### HOOFDSTUK II. — *Wedden in overgangsregeling*

Art. 4. De wedden van de burgemeesters en schepenen, in functie op 1 juni 1976 in een krachtens artikel 130 van de gemeentewet bij een hogere klasse ingedeelde gemeente, en die onmiddellijk na de samenvoeging van hun gemeente een van die mandaten uitoefenen in de entiteit ontstaan door die samenvoeging, worden verder vastgesteld met uitsluitende inachtneming van de bevolking overeenkomende met het rekenkundig gemiddelde van de klasse overeenstemmende met de vroegere klasseverheffing zolang die berekeningswijze hun een hogere wedde bezorgt dan die welke voortspruit uit de toepassing van de artikelen 1 tot 3 van dit besluit.

Art. 5. Onverminderd artikel 4, behouden de op 1 juni 1976 in functie zijnde burgemeesters en schepenen, in voorkomend geval het genot van de wedde welke hun vóór die datum werd toegekend of kon worden toegekend zolang deze hoger blijft dan de wedde voortspruitend uit de toepassing van de artikelen 1 tot 3.

#### HOOFDSTUK III. — *Wijze van betaling der wedden*

Art. 6. § 1. De wedde wordt maandelijks en vooruit betaald voor de door de Koning benoemde burgemeesters en voor de door de gemeenteraad verkozen schepenen, en na vervallen termijn voor de burgemeesters en schepenen die de titularissen van dat ambt vervangen.

Als de wedde van de maand niet volledig is verschuldigd, wordt zij in dertigsten verdeeld.

In afwijking van het vorig lid, is de wedde van elke begonnen maand geheel verschuldigd bij overlijden.

§ 2. Bij al de verrichtingen betreffende de betaalbaarstelling en de betaling van de wedden, worden de frankgedeelten weggelaten.

#### HOOFDSTUK IV. — *Stoebepalingen*

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983 voor de gemeenten van het Waalse Gewest die niet met een speciale taalregeling zijn begiftigd en vervangt voor die gemeenten het besluit van 2 september 1976.

Art. 8. De Minister van het Waalse Gewest belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

[Brussel, 27 januari 1983.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest,  
belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest,  
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX